

DOLLFUS, Olivier. *La mondialisation*. Paris, Presses de la  
Fondation nationale des sciences politiques, 1997, 167 p.

Houchang Hassan-Yari

Volume 29, numéro 3, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703935ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703935ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hassan-Yari, H. (1998). Compte rendu de [DOLLFUS, Olivier. *La mondialisation*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1997, 167 p.] *Études internationales*, 29 (3), 745–748. <https://doi.org/10.7202/703935ar>

De cette dernière réflexion il ressort que l'ouvrage rédigé par Calabre est très différent en termes de perspectives et d'approche de l'ouvrage qu'il a dirigé deux années plus tôt. Ce dernier était un mélange d'idées où on mettait l'accent sur trois dimensions du problème. D'abord sur la nécessité de revoir la planification chez les producteurs, la responsabilité des consommateurs devrait en second lieu être reformulée et enfin, la nécessité de conserver, mais d'ajuster les accords existants qui constituent des garde-fous utiles en cas de changements importants sur les marchés des matières premières. L'ouvrage de Calabre de 1997 par contre, parce qu'il se concentre sur les pays africains uniquement, suggère que la responsabilité première pour transformer la situation actuelle (qui n'est pas décrite expressément) incombe aux pays producteurs et aux producteurs individuels et collectifs dans ces pays.

Si l'on devait classer les deux volumes je dirais que l'ouvrage de 1997, *Filières nationales et marchés mondiaux de matières premières* est nettement plus riche méthodologiquement et analytiquement, et constitue donc un outil indispensable pour comprendre la terminologie et la complexité de la dynamique des marchés des matières premières. La présence d'encadrés, où sont approfondis certains thèmes, en fait un outil très utile pour analyser les marchés des matières premières. On peut déplorer cependant que l'auteur ait sciemment limité la bibliographie aux seuls ouvrages ayant une portée pratique par rapport au guide stratégique de la deuxième section.

L'ouvrage dirigé par Calabre en 1995 est moins un outil d'analyse que la présentation d'un éventail assez large de points de vue et d'options pour le futur. En ce sens, ce dernier est plus intéressant politiquement dans la mesure où il sert à identifier les intérêts en présence dans la reconfiguration des marchés des matières premières dans les années 90.

Hélène PELLERIN

*Département de science politique  
Glendon, Université York, Toronto, Canada*

### **La mondialisation.**

*DOLLFUS, Olivier. Paris, Presses de la  
Fondation nationale des sciences  
politiques, 1997, 167 p.*

Avec la globalisation, la mondialisation est le concept le plus en vogue et « chargé de sens et de valeurs contradictoires ». C'est par souci de précision que O. Dollfus a écrit cet ouvrage dans lequel il définit la mondialisation comme « l'échange généralisé entre les différentes parties de la planète, l'espace de transaction de l'humanité ». Il constate que ce développement des échanges globaux est accompagné de changements et de croissances (démographique, urbaine, d'échange de biens et de services...). Ce phénomène est aussi perceptible dans le domaine culturel, linguistique ou religieux révélant la diversité de situations au milieu des tensions et l'apparente homogénéisation par quelques grandes infrastructures ou par la diffusion de quelques produits de masse, du blue-jean à l'ordinateur ou par des modes et même une langue, l'anglais (p. 9). Dans cette confusion, l'auteur se donne comme mission de « porter un regard critique mais plus

conscient sur le monde tel que nous pouvons le connaître ». Cependant, Dollfus qui ne prétend pas vouloir verser dans la futurologie pose des questions fondamentales sur l'évolution du système mondial : La globalisation est-elle responsable des accélérations dans l'accélération conduisant à un basculement du monde dans l'éclatement des différences ? Assistet-on à un dérèglement du système-monde par la multiplication des rétroactions positives qui, à terme, conduisent à une catastrophe préalable à une recomposition ?

Le regard de Dollfus sur le concept de mondialisation va au-delà des chiffres abstraits pour analyser le comment de l'effet des croissances globales sur les sociétés, les individus dans leurs espaces. Par exemple, il étudie l'effet cumulé et cumulant des consommations énergétiques et chimiques croissantes que la mondialisation occasionne et des rapports nouveaux qu'elle génère avec la Terre et ses enveloppes. La pollution et les « changements globaux » affectant tout le monde, il faut que l'effort pour le sauvetage de la Terre « s'internationalise au sein des sociétés ». L'auteur est conscient de la complexité des décisions difficiles, parfois contraignantes et coûteuses, mais nécessaires, pour la mise au point de systèmes technologiques et des reconversions économiques en vue d'arrêter ou même renverser la tendance polluante. Les chiffres qu'il évoque sont plus qu'alarmants. Un taux de croissance annuel de 3 % multiplie le nombre d'hommes par 19,2 en un siècle, par 369 en deux siècles. Le court terme pèse plus que le long terme dans les choix des citoyens du monde, ceci au

moment même où l'action humaine sur la planète demande la prise en compte des temps longs (p. 21).

Pour Dollfus, la mondialisation est un tourbillon de croissances de toute nature (populations et richesses), inégalement réparties, qui affecte les conditions d'existence de chacun. Dans le chapitre trois, l'auteur se penche sur le phénomène de l'urbanisation et l'« archipel mégalopolitain mondial », création de la deuxième partie du xx<sup>e</sup> siècle, formé d'ensembles de villes qui contribuent à la direction du monde, l'un des symboles les plus forts de la globalisation. Ces mégapoles qui se trouvent au cœur des pays de la Triade (Europe occidentale, Amérique du Nord, Asie du Nord-Est) renferment 90 % des opérations financières et 80 % des connaissances scientifiques nouvelles s'y élaborent. Ils effectuent entre eux 85 % des échanges mondiaux.

Le troisième chapitre est consacré à une comparaison de l'état du monde avant la mondialisation et l'ère mondialisante. Avant la mondialisation, l'humanité était plus homogène et plus diverse. Malgré la mondialisation, on vit des héritages et on vit sur les héritages. Donc, la mondialisation ne peut évacuer les vieilles histoires qui, dans des contextes politiques et économiques différents, se rappellent au bon souvenir de nos contemporains et de leurs dirigeants. Des lieux d'histoire deviennent ainsi des lieux du monde dans sa géopolitique la plus actuelle. (pp. 39-51). Afin d'illustrer la permanence des coupures et divisions historiques en dépit de la pesanteur de la religion de la mondialisation, Dollfus rappelle le rôle qu'ont joué des animosités historiques dans le con-

flit entre l'Irak et l'Iran, la situation au Kosovo et dans le reste de l'ex-Yougoslavie, le réveil de vieilles divisions territoriales dans le Caucase.

Dollfus pose des questions simples et graves sur le sens et l'orientation de la mondialisation et les paradoxes du monde actuel. Le phénomène, dans sa dimension économique, n'est bénéfique que pour les pays riches, au niveau planétaire, et les privilégiés dans ces pays, au niveau national où « à l'intérieur d'une même agglomération, chacun ne figure pas dans le même espace ». Ainsi, il regarde le coût humain de la mondialisation au niveau micro et à l'échelle mondiale.

Tout le chapitre cinq, « Niveaux majeurs et grandes aires », est consacré à l'analyse de la question de territoire et la montée des régionalismes au détriment de la souveraineté de l'État ou de ses prérogatives. Dans ce monde, dominé par l'hégémonie militaire et financière américaine, même les États-Unis tout-puissants ne peuvent échapper aux contradictions, trait dominant de la mondialisation : marginalité de minorités, réseaux intérieurs souvent déficients (p. 87).

Le sixième chapitre, « Les acteurs dans les champs de la mondialisation », étudie la maîtrise de l'espace international et transnational par États, entreprises, collectivités et communautés. Le rôle de l'État à l'intérieur des frontières nationales et sur la scène mondiale, la diversité des États, les concurrences faites aux États, la puissance à l'articulation de l'international et du transnational, le transnational douteux et clandestin, la sphère des communautés et la

mondialisation sont d'autres sujets abordés dans ce chapitre.

La partie la plus intéressante de l'ouvrage est le chapitre sept dans lequel O. Dollfus « Pour comprendre la mondialisation, voyage en quelques lieux ». Le local, qui révèle la mondialisation dans ses facettes et ses effets sur les groupes et les individus, est le premier lieu visité par Dollfus. À l'aide de quelques études de cas, l'auteur cherche à montrer la complexité des rapports de mondialisation qui touchent différemment les peuples et pays : si l'île Maurice est à la croisée de grands espaces mondiaux, en Guinée les effets de la mondialisation chez les pauvres pêcheurs de Boulbinet sont plutôt bénéfiques parce qu'ils vendent leurs requins aux Chinois. Au Pérou l'ouverture au marché mondial accentue les disparités locales. En pays d'Islam il existe un mouvement en faveur de nouvelles identités et de nouveaux espaces. « Un peu partout, en marge d'une vie politique bloquée, des associations de femmes, des groupements islamistes autour de la mosquée, créent de nouvelles solidarités au sein des quartiers 'spontanés' de la périphérie des grandes villes ou des médinas en crise d'Alger, du Caire ou de Beyrouth » (p. 135). À travers ces quelques exemples, l'auteur établit les effets de la mondialisation qui contribue à une différenciation spatiale, à un accroissement des inégalités économiques.

La conclusion de l'ouvrage invite à une sérieuse réflexion collective. « Il est possible que la 'mondialisation/globalisation' fasse entrer le monde [...] dans un état de 'catastrophe'. Ce sera alors une tâche particulièrement stimulante pour les générations à ve-

nir de reconstruire un autre système mondial, celui du néolibéralisme n'ayant alors fait qu'un temps » (p. 161).

Houchang HASSAN-YARI

*Collège militaire royal du Canada,  
Kingston, Canada*

### **Corruption and the Global Economy.**

ELLIOTT, *Kimberly Ann* (dir.).  
*Washington, Institute for International Economics, 1997, 266 p.*

En décembre dernier, les pays de l'OCDE ont signé une nouvelle convention visant à combattre la corruption de fonctionnaires de pays étrangers. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale voient la corruption comme un frein au développement économique et en ont fait un sujet de préoccupation et de recherche. Certains voient la cause des récents déboires des pays asiatiques dans les rapports douteux entre l'État et le secteur privé. C'est dire si le volume consacré à la corruption et édité par Kimberly Ann Elliott de l'Institut d'économie internationale à Washington D.C. vient à point. Ce livre de 266 pages est divisé en 10 chapitres écrits par des experts en économie, en droit et en science politique. Il a deux buts principaux. Il vise premièrement à identifier les causes et les conséquences de la corruption, plus particulièrement à définir les structures économiques et politiques qui la facilitent. Deuxièmement, il analyse les expériences en cours visant à combattre la corruption.

Le premier chapitre, écrit par P. Glynn, S. Kobrin et M. Naïm, membres du Forum économique mondial,

décrit de manière générale les changements économiques, politiques et technologiques qui ont contribué à faire de la corruption un phénomène global. Les auteurs montrent que la globalisation accrue fait que la corruption devient très internationale et donc plus insaisissable, même si elle est attaquée maintenant au niveau multilatéral. Ils soulignent que cette internationalisation de la corruption est un danger qui nous concerne tous puisque des liens clairs existent entre la corruption et l'instabilité politique. Les auteurs retracent ensuite l'histoire des efforts récents de l'OCDE pour combattre la corruption au niveau multilatéral. Ils soulignent en particulier que c'est le gouvernement Clinton qui est à l'origine de cet effort car la politique intérieure américaine visant à combattre la corruption, et qui prend sa source dans le scandale du Watergate, a pénalisé les entreprises américaines.

Le deuxième chapitre, écrit par S. Rose-Ackerman de l'Université Yale, identifie les causes et les conséquences économiques de la corruption. De par leur nature, les activités gouvernementales créent des incitations à la corruption puisqu'elles créent un pouvoir et qu'il n'y a pas de marché pour de telles activités. L'importance de la corruption dépend alors en grande partie de la facilité avec laquelle les fonctionnaires peuvent rendre le processus administratif plus lent et plus compliqué, ainsi que de la probabilité de se faire détecter et punir. Les coûts de la corruption sont potentiellement importants car elle crée des distorsions économiques, elle affecte la distribution des revenus, la croissance économique aussi bien que la légitimité du gouvernement.